

# BÂTIMENT DURABLE

L'actualité trimestrielle du développement durable  
sur les marchés du bâtiment





## SOMMAIRE

### ◆ Logement

- Rénovation énergétique du parc de logements existants  
page | 04
- Performance énergétique du parc de logements neufs  
page | 07

### ◆ Tertiaire

- Performance énergétique du parc de Bâtiments tertiaires neufs et existants  
page | 08

### ◆ Adaptation de la filière

- Adaptation des entreprises du Bâtiment et de la maîtrise d'œuvre  
page | 09

## PRÉSENTATION DE LA CERC

### La CERA, observatoire du BTP en Rhône-Alpes

La Cellule Economique Rhône-Alpes (CERA) a pour vocation de fournir aux acteurs régionaux et locaux de la filière de la construction des études et des analyses ciblées qui facilitent leur prise de décision.

Pour mener à bien ce rôle d'observatoire du BTP en Rhône-Alpes, la CERA a développé des savoir-faire en matière d'études et de diagnostic, une expertise sur l'économie du secteur du BTP et une capacité à travailler en partenariat avec les acteurs locaux.

La CERA est par ailleurs membre du réseau national des Cellules Economiques Régionales de la Construction (CERC), réseau qui s'est constitué avec deux objectifs : consolider les travaux régionaux, permettre des analyses et comparaisons interrégionales.

## Un changement dans la continuité

Avec ce numéro du printemps 2014, le baromètre « Bâtiment durable » change de formule pour répondre mieux encore aux attentes de l'ensemble des partenaires de la Cellule Economique Rhône-Alpes. Cette nouvelle offre s'articule autour de deux documents, l'un trimestriel, l'autre annuel.

### Un tableau de bord trimestriel

Chaque trimestre, un « digest » donnera un rapide aperçu des évolutions en cours. Ce document d'une dizaine de pages n'abordera alors que les problématiques qui font l'actualité du secteur de la construction. Il consacrera ainsi une part importante à la rénovation énergétique et mettra l'accent sur des dispositifs d'aide, du type guichet unique. Avec ce trimestriel « allégé », les acteurs de la filière disposeront donc d'un outil efficient d'aide à la décision qui leur fournira rapidement les informations conjoncturelles dont ils ont effectivement besoin.

### Un bilan annuel

Outre ce trimestriel synthétique, les partenaires de la CERA disposeront au cours de l'année d'un document qui présentera un bilan annuel très complet de l'activité de la filière. Cette périodicité permettra une analyse sur longue période de l'ensemble des données du secteur, analyse sur laquelle la CERA pourra s'appuyer pour proposer une mise en perspective utile aux parties prenantes de la construction. Ce bilan annuel va quantifier l'impact des politiques publiques, en particulier la deuxième phase du Plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH).

### Trois points clés :

#### ◆ Le CIDD a le vent en poupe (p.4)

Les propriétaires occupants semblent plébisciter le Crédit d'impôt développement durable (CIDD) pour leurs travaux d'amélioration énergétique : en Rhône-Alpes, près de 110 000 opérations financées en 2013 !

#### ◆ Succès des Espaces Info Energie (p.6)

En 2013, plus de 20 000 Rhônalpins (des particuliers à 90%) ont sollicité les Espaces Info-Energie. L'année 2014 démarre avec plus de 8 500 demandes déjà enregistrées au 1<sup>er</sup> trimestre !

#### ◆ Le cap des 2 000 qualifications RGE franchi (p.9)

Fin mars 2014, la région comptait près de 2 200 qualifications ayant la reconnaissance « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE) et franchissait la barre des 10 000 formations FEEBat.

# L'actualité en bref en Rhône-Alpes...

## LES LOGEMENTS COLLECTIFS & PARTICULIERS



### Rénovation énergétique du parc de logements existants... Activation des leviers à la rénovation, hormis l'éco-PTZ en recul

PARC  
RÉNOVÉ

930	éco-PTZ distribués au 4ème trimestre (évol. 1 an)	-10%	▼
1 525	Igts aidés "Habiter mieux" de l'ANAH (T4 2013, évol. 1 trim.)	+179%	▲
7 659	demandes de labellisation BBC rénovation Igts collectifs (cumul au T1 2014, évol. 1 trim.)	+9%	▲
50 429	GWh cumac : Certificats d'Economie d'Energie à fin janvier 2014 (évol. 1 mois)	+4%	▲

### Performance énergétique sur le logement neuf... Recul de la part de logements construits avec demande de labellisation

PARC  
NEUF

8 099	Igts mis en chantier (situation cumul 3 mois à fin février, évol. 1 an)	-24%	▼
76 193	demandes de labellisation BBC en Igts neufs (cumul au T1 2014, évol. 1 trim.)	+4%	▲
26%	des Igts mis en chantier avec demande de labellisation (T4 2013, évol. 1 trim.)	-4 pts	▼

### Performance énergétique des locaux neufs et existants... Stagnation des demandes de labellisations BBC, très peu de demandes parmi les constructions

## LES BÂTIMENTS TERTIAIRES



638 137	m² de locaux mis en chantier (sur 3 mois à fin février 2014, évol. 1 an)	+22%	▲
534 365	m² de locaux neufs avec demande de labellisation BBC (T1 2014, évol. 1 trim.)	+2%	=
58 749	m² de locaux existants avec demande de labellisation BBC (T1 2014, évol. 1 trim.)	0%	=

### Adaptation de la filière... Montée en compétences des professionnels et des bureaux d'études

## LA FILIÈRE PROFESSIONNELLE



2 197	signes Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) délivrés (T1 2014, évol. 1 an)		
10 555	stages FEEBat enregistrés à la fin du T1 2014 (évol. 1 an)		▲
134	bureaux d'études qualifiés OPQIBI (situation à janv. 2014, évol. 1 an)	+272%	▲
24	Experts en Rénovation Énergétique (T3 2013, évol. 1 an)	-4%	▼

2 661 247 résidences principales en Rhône-Alpes, 53% construites avant 1975

444 900 logements sociaux

12% du parc de logements sont des résidences secondaires

Sources : INSEE, SOeS

CONJONCTURE

## Activité entretien-rénovation de logements

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2013 (évol 1 an) - en solde d'opinion\*

Source : Suivi conjoncturel activité E-R du bâtiment - MEEDAT, ANAH, Club de l'habitat

RHÔNE-ALPES

-13



Moyenne longue période Rhône-Alpes

+10

L'activité prévue est en-dessous de la moyenne longue période, les chefs d'entreprise se montrent donc plutôt pessimistes.

\* Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse »

## 90% des résidences principales consomment plus de 150 kWh/m<sup>2</sup>/an

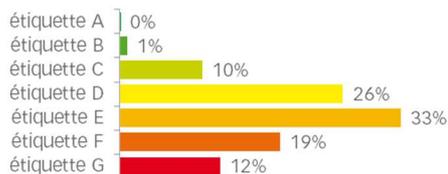
L'objectif SRCAE (Schéma Régional Air Climat Énergie) de baisse des consommations énergétiques concerne 90% des résidences principales de Rhône-Alpes (étiquettes D, E, F et G). Ces logements les plus énergivores (consommation supérieure à 150 kWh/m<sup>2</sup>/an) constituent la cible principale des travaux de rénovation à effectuer.

Un potentiel de rénovation énergétique du parc de logements de Rhône-Alpes estimé à 28 milliards d'euros.

### Répartition des logements en résidences principales selon leur étiquette énergétique en Rhône-Alpes (étiquette de type facture)

Unité : nombre de logements

Source : Energie demain - modèle EnerterWEB 2011



POTENTIEL

## Le CIDD : un levier fiscal à la rénovation énergétique

On note une forte utilisation du Crédit d'Impôt lié à la Qualité environnementale de l'habitation principale (CIDD) en Rhône-Alpes en 2013 : 107 265 actions financées en faveur de l'amélioration énergétique des logements des propriétaires occupants.

Ceci représente en moyenne 7,0 actions pour 100 propriétaires occupants qui ont été financées par le CIDD. A noter toutefois, qu'un même propriétaire a pu engager une seule ou plusieurs actions de travaux. Peu de disparités géographiques sur cet indicateur (moyenne nationale de 6,5).

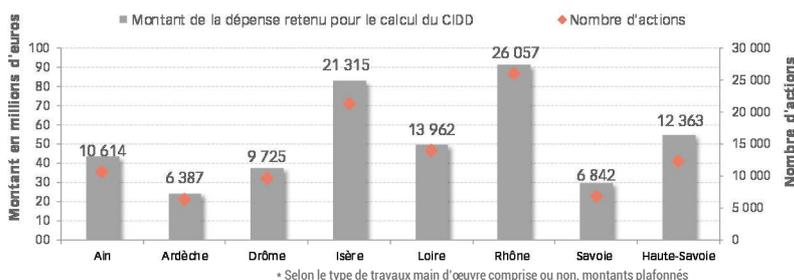
Ainsi a minima\* 416 M€ de travaux et équipements ont été engagés en Rhône-Alpes. Parmi les actions les plus souvent réalisées, on relève les matériaux d'isolation thermique (fenêtres, toiture...) et appareils de chauffage.

\*Le montant des dépenses retenu pour le calcul est un montant minimum des travaux réellement entrepris. En effet, selon le type de travaux, la main d'œuvre peut être comprise ou non et les montants de certains travaux sont plafonnés.

Le CIDD est une disposition fiscale permettant aux ménages de déduire de leur impôt sur le revenu une partie des dépenses réalisées pour certains travaux d'amélioration énergétique réalisés dans leur résidence principale.

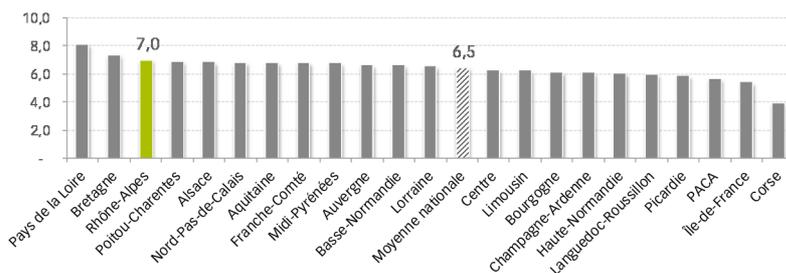
### Nombre d'actions liées au CIDD, Montant des dépenses retenu pour le calcul du CIDD\* par département pour l'habitation principale en 2013 (base : revenus 2012)

Unité : nombre et euros - Source : DGFIP



### Nombre moyen d'actions financées par le Cidd pour l'habitation principale en 2013 (sur les revenus 2012) par région

Unité : nombre pour 100 propriétaires occupants - Source : DGFIP, INSEE RP 2010



LEVIERS



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Selon l'étude OPEN 2011 de l'ADEME, 38,4 milliards d'€ HT ont été dépensés par les ménages français en entretien-amélioration des logements en 2010, dont 14,3 milliards en travaux ayant un impact énergétique.



## D'autres leviers à la rénovation que l'éco-PTZ s'installent

LEVIERS

**Ralentissement des Eco-PTZ (éco-prêts à taux zéro)** avec **930 éco-PTZ** distribués au 4ème trimestre 2013, soit -10% sur un an.

Depuis 2009, ce sont 18 254 éco-PTZ distribués en Rhône-Alpes (*chiffre révisé*). Ce dispositif a ainsi été peu utilisé, seulement 0,9% des logements éligibles en ont bénéficié.

Toutefois, le montant moyen des travaux réalisés est important : **21 108€**, soit +3% sur un an.

*Un éco-prêt à taux zéro permet de financer la rénovation énergétique du logement sans faire d'avance de trésorerie et sans payer d'intérêts.*

**Prime de 1 350€** : ce sont **624 dossiers engagés** depuis le début du dispositif avec 437 dossiers en 2013 et 187 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (*Source DHUP*).

*La prime de 1 350€ est mise en place pour aider les ménages aux revenus moyens à financer des travaux de rénovation énergétique de leur logement, pour une durée de 2 ans.*

Dispositif « **Habiter mieux** » de l'ANAH : **3 751 logements ont été réhabilités** en Rhône-Alpes, dont 2 386 en 2013.

Au 4ème trimestre, 1 525 logements ont été subventionnés, soit +179% par rapport au trimestre précédent

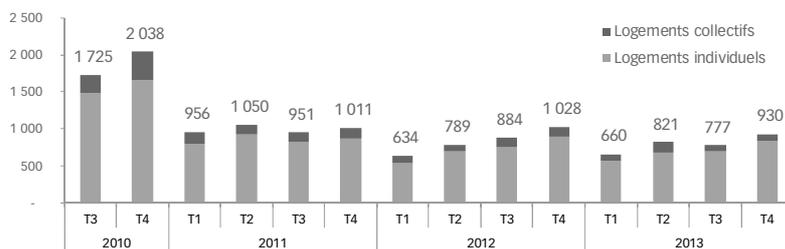
*L'objectif est d'aider des ménages aux ressources modestes et des locataires du parc privé (via leurs bailleurs) à améliorer leur logement par des travaux de rénovation thermique efficaces, afin de gagner en confort et en qualité de vie.*

*Depuis juin 2013, le dispositif est ouvert aux propriétaires bailleurs et les plafonds de revenus ouvrant droit à cette aide ont été rehaussés afin de permettre à un plus grand nombre de foyers modestes d'en bénéficier.*

*En Rhône-Alpes, 2 109 éco-PLS (éco-prêt Logement Social) ont été distribués à fin décembre 2012, soit 146 110 logements cumulés au 31 décembre 2012 (données plus récentes non disponibles à date de publication).*

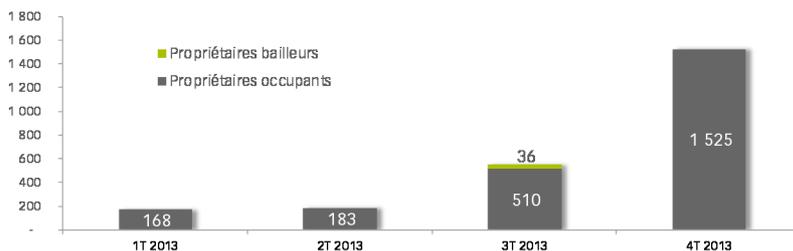
Distribution d'éco-PTZ en Rhône-Alpes par trimestre

Unité : Nombre d'éco-PTZ - Source : SGFGAS



Evolution du programme "Habiter mieux" de l'ANAH en Rhône-Alpes

Unité : Nombre de logements subventionnés par trimestre - Source : ANAH - mars 2014



**Aide de Solidarité Ecologique** : Cette aide de l'Etat de 3000€ peut être accordée aux propriétaires occupants de ressources modestes et assimilés, aux propriétaires bailleurs ainsi qu'aux syndicats de copropriétaires, lorsque le projet financé par l'Anah atteint un gain énergétique suffisant. Elle peut être complétée par une aide des collectivités territoriales de 500€.

Le **volume de Certificats d'Economie d'Energie** délivrés jusqu'à fin janvier en Rhône-Alpes atteint **50 429 GWh cumac** (tous secteurs), soit un ratio de 7,9 pour 1 000 habitants (vs. une moyenne nationale de 7,2).

*Cette mesure repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les Pouvoirs Publics sur une période donnée aux vendeurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur / froid, fioul domestique et carburants automobiles) comme EDF, Gaz de France, la CPCU, Total, SIPLEC, ...*

**Aides régionales** : La Région Rhône-Alpes finance également la rénovation et la construction de logements sociaux selon leur référentiel QEB (Qualité Environnementale des Bâtiments) depuis 2010. Elle complète également les aides apportées par l'ANAH, apporte des financements dans le cadre d'appel à projets sur les rénovations de copropriétés. Par ailleurs, elle propose également des financements dans le domaine du bâtiment tertiaire.

## Des demandes de labellisation BBC qui continuent d'augmenter

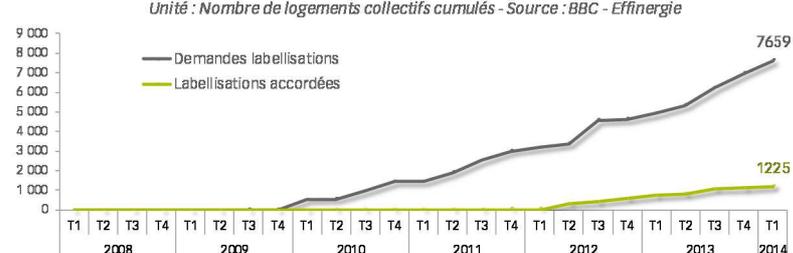
INDICATEURS

**Progression des demandes de labellisation BBC Rénovation dans le logement collectif avec 7 659 demandes** de labellisation cumulées au 1er trimestre 2014, soit +9% par rapport au trimestre précédent.

*Un écart entre le nombre de demandes et des labellisations accordées qui s'explique par le délai de chantier (taux de chute lié à l'abandon ou à la non-conformité à la nomenclature BBC inférieur à 3%).*

Evolution des demandes et des accords de labellisations BBC rénovation dans les logements collectifs en Rhône-Alpes

Unité : Nombre de logements collectifs cumulés - Source : BBC - Effnergie



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Selon l'étude « Analyse du processus de décision des propriétaires rhônalpins en matière de rénovation énergétique : ...des motivations à la réalisation des travaux » réalisée par la CERA en 2012 : L'isolation (fenêtres, toiture, par l'extérieur) est la catégorie de travaux de rénovation énergétique où la demande est la plus forte. Les logements construits avant 1975 sont les principaux concernés par des besoins en travaux.



## 20 602 Rhônalpins ont consulté les Espaces Info Energie en 2013

**Forte hausse des demandes formulées auprès des Espaces Info Energie (EIE) de Rhône-Alpes avec 8 544 contacts enregistrés au 1er trimestre 2014, soit une hausse de +57% sur un an.**

A noter toutefois que les demandes ralentissent par rapport au dernier trimestre 2013, qui avait enregistré un nombre exceptionnellement élevé de demandes. En effet, durant cette période a eu lieu la campagne de communication « J'éco-rénove, j'économise ».

Le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement et le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ont lancé le 21 octobre 2013 une grande campagne de communication multicanale pour faire connaître aux Français « J'éco-rénove, j'économise », le dispositif d'aide à la rénovation énergétique des logements. Cette dernière comprenait un spot télévisé (format 30"), une campagne radio nationale et une déclinaison Web sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2013.

En 2013, la très grande majorité des individus contactant les EIE de Rhône-Alpes étaient des particuliers (90%). Deux tiers des contacts étaient téléphoniques, peu de visites que ce soit avec ou sans rendez-vous (respectivement 14% et 6%).

Parmi les informations demandées répertoriées, il s'agit surtout de présenter les Espaces Info Energie.

Les points PRIS (Points Rénovation Info-Service) sont présents sur l'ensemble du territoire Rhônalpin. Ils offrent un service gratuit, simple et de proximité aux personnes qui souhaitent engager des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

Les Points PRIS comprennent les Espaces Info Energie et les points PRIS ANAH (données points PRIS ANAH non disponibles à date de publication).

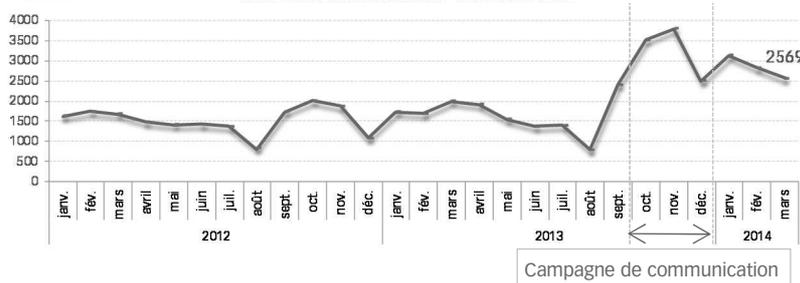
Les habitants Rhônalpins ont moins eu recours au Guichet unique (créé en septembre 2013) que dans les autres régions : indice de 409 appels reçus par million d'habitants sur la période du 19 septembre au 22 novembre 2013. Ces résultats sont à rapprocher de la structure du parc de la région (part élevée de logements collectifs).

Le n° Azur : 0810 140 240 (prix d'un appel local) permet de répondre aux questions que se posent les particuliers et orienter chacun, en fonction de sa situation et de ses besoins, vers le Point rénovation info service (PRIS) le plus proche.



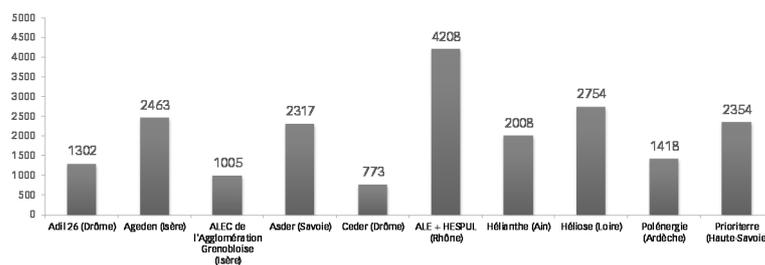
Evolution du nombre de demandes auprès des EIE de Rhône-Alpes depuis 2012

Unité : nombre de demandes - Source : ADEME



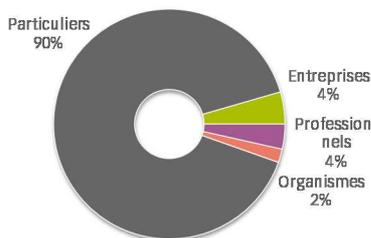
Nombre de personnes ayant consulté les Espaces Info Energie (EIE) en Rhône-Alpes en 2013

Unité - nombre de personnes - Source : ADEME



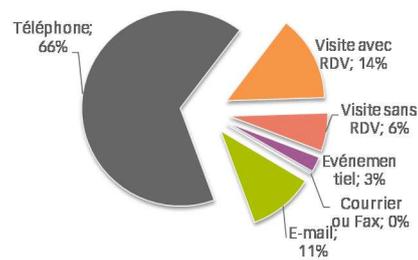
Type de population contactant les EIE en Rhône-Alpes en 2013

Unité : nombre de contacts - Source : ADEME



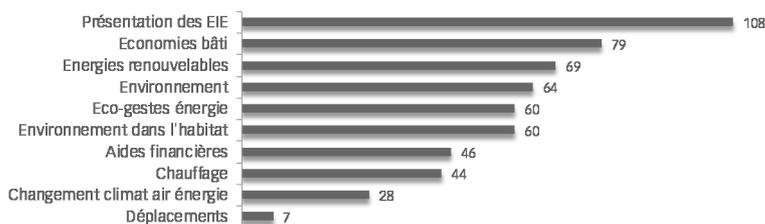
Type de contact auprès des EIE en Rhône-Alpes en 2013

Unité : nombre de contacts - source ADEME



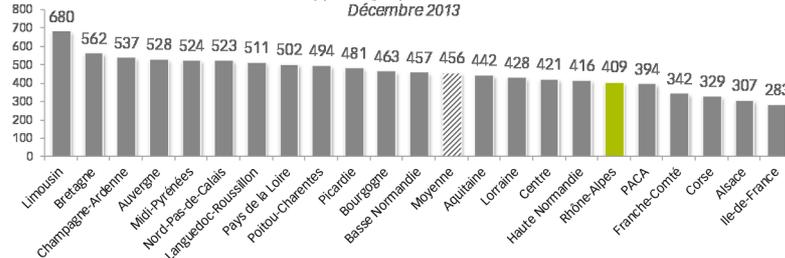
Types d'informations demandées aux Espaces Info Energies (EIE) en Rhône-Alpes en 2013

Unité : nombre de contacts où le type d'information est renseigné - Source : ADEME



Activité du Guichet unique (n° AZUR) - classement des régions

Unité : indice du nombre d'appels reçus par million d'habitants - Source : ADEME - Décembre 2013



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Selon l'étude « Analyse du processus de décision des propriétaires rhônalpins en matière de rénovation énergétique : ...des motivations à la réalisation des travaux » réalisée par la CERA en 2012 : La très grande majorité des propriétaires ayant réalisé des travaux de rénovation énergétique se sont renseignés préalablement, notamment auprès des entreprises de bâtiment ou de leur entourage.

Construction neuve : 37 044 logements mis en chantier à fin fév. 2014, soit -9,1% sur 1 an

## Logements mis en chantier

Sur 3 mois à fin février 2014 (évol 1 an)

Source : SITADEL

RHÔNE-ALPES	FRANCE
8 099 lgts	79 283 lgts
-24,1% ▼	-9,9% ▼

## Un ralentissement des labellisations BBC dû à l'entrée en vigueur de la RT2012

Les demandes de labellisation BBC neuf progressent lentement, avec 76 193 logements cumulés au 1er trimestre 2014, soit +4% par rapport au trimestre précédent, peu de demandes Effinergie+ enregistrées.

En effet, avec l'entrée en vigueur de la RT2012 (Réglementation Thermique 2012), les constructions BBC deviennent la norme.

Par ailleurs, afin d'anticiper les évolutions réglementaires, l'association Effinergie a créé les labels Effinergie+ (correspondant globalement à un niveau de performance RT2012 -20% ou RT2012 -10%) et BEPOS (Bâtiment à Energie Positive, potentielle future RT2020). Ces nouveaux labels visent à devenir la norme d'ici 2020.

Parmi les logements mis en chantier, 26% ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique au dernier trimestre 2013.

Les demandes de labellisations Effinergie+ ne représentent que 3% des mises en chantier. Aucune demande de labellisation BEPOS n'a pour l'instant été enregistrée en Rhône-Alpes.

Les labellisations BBC accordées augmentent avec 40 044 logements cumulés au 1er trimestre 2014, soit +14% par rapport au trimestre précédent. Progression à mettre en perspective avec la forte hausse des demandes passées, décalage dû au délai de chantier (environ 2 ans).

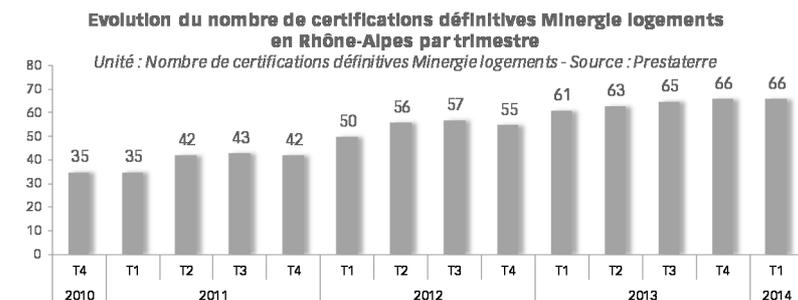
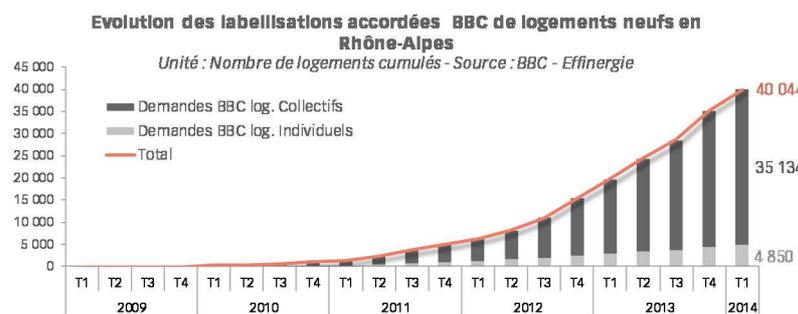
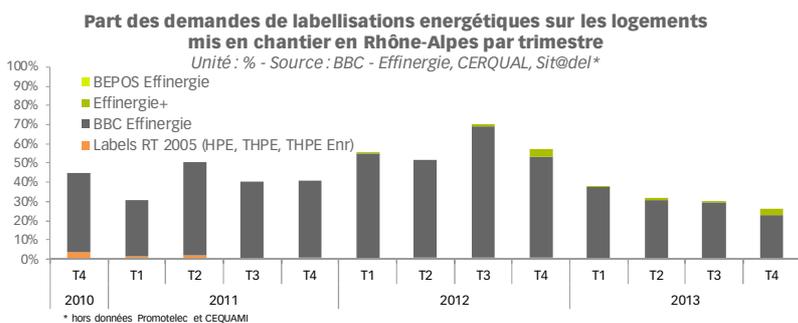
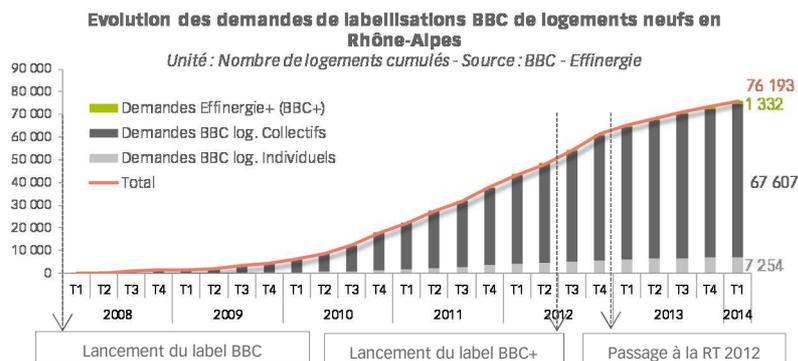
66 logements certifiés Minergie au 4ème trimestre 2013, soit +2% par rapport au trimestre précédent, et +20% sur 1 an. A noter que plus des ¾ des logements certifiés sont situés en Haute-Savoie (proximité directe avec la Suisse, origine du label). Ce label Minergie garantit le confort et la performance énergétique du logement.



**3 constructions et 1 rénovation de maisons passives PassivHaus (label allemand) en Rhône-Alpes.**

La consommation énergétique est alors très basse voire compensée par d'autres sources énergétiques (panneaux solaires par exemple...)

Source : [www.passivhausprojekte.de](http://www.passivhausprojekte.de)



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Selon l'étude « Consommation énergétique : Analyse des pratiques des occupants et des gestionnaires de bâtiments éco-construits et éco-rénovés en Rhône-Alpes », réalisée par la CERA en 2013 : Une large majorité des occupants sont satisfaits d'habiter un bâtiment éco-construit ou éco-rénové. Ils perçoivent une amélioration significative de leur niveau de confort en comparaison avec leur logement précédent.



# Quelle est l'évolution de la performance énergétique des bâtiments tertiaires ?

CONJONCTURE

## 30% de bâtiments tertiaires publics, 70% de bâtiments tertiaires privés

Source : estimation CERA

PARC RÉNOVÉ

### Activité entretien-rénovation de locaux

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2013 (évol 1 an) - en solde d'opinion\*

Source : Suivi conjoncturel activité E-R du bâtiment - MEEDAT, ANAH, Club de l'habitat

L'activité prévue par les entrepreneurs rhônalpins est en-dessous de la moyenne longue période, témoignant de leur pessimisme

\* Note : Solde d'opinion : écart entre le % des réponses « en hausse » et le % des réponses « en baisse »

RHÔNE-ALPES

-15 ▼

Moyenne longue période  
Rhône-Alpes

+8

INDICATEUR

## Pas de reprise des labellisations dans la rénovation de bâtiments tertiaires

### Stagnation des demandes de labellisation BBC

Rénovation dans les bâtiments tertiaires avec 12 opérations représentant 58 749 m<sup>2</sup> SHON cumulés au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, à l'instar du trimestre précédent. Stagnation ce trimestre également pour les labellisations accordées, où désormais la moitié des opérations ayant entrepris la démarche a obtenu la labellisation.

### Evolution des demandes et accords de labellisations BBC rénovation pour les bâtiments tertiaires en Rhône-Alpes

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : BBC - Effinergie



CONJONCTURE

## Construction neuve : 2 652 mill. m<sup>2</sup> à fin fév. 2014, soit +4,0% sur 1 an

PARC NEUF

### Surface de locaux mis en chantier

Sur 3 mois à fin février 2014 (évol 1 an) - en milliers de m<sup>2</sup>

Source : SITADEL

RHÔNE-ALPES

638 mill. m<sup>2</sup>

+22,0% ▲

FRANCE

6 566 mill. m<sup>2</sup>

+9,8% ▲

INDICATEURS

## Bâtiments tertiaires neufs : les labellisations s'essouffent

Peu d'évolution des demandes de labellisation BBC neuf, avec une seule nouvelle opération ce trimestre dans les bâtiments tertiaires. Désormais, elles représentent 106 opérations ou 534 365 m<sup>2</sup> cumulés au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, soit une évolution de +2,1% par rapport au trimestre précédent. Les bâtiments BBC étant désormais la norme, quasiment aucune mise en chantier n'a fait l'objet d'une demande de labellisation.

A noter toutefois qu'il existe encore de nombreux permis soumis à la RT 2005

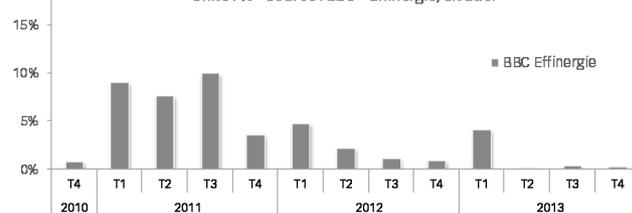
### Evolution des demandes et accords de labellisations BBC neuf en Rhône-Alpes

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : BBC - Effinergie



### Part des demandes de labellisations énergétiques sur les bâtiments tertiaires mis en chantier en Rhône-Alpes par trimestre

Unité : % - Source : BBC - Effinergie, Sitadel



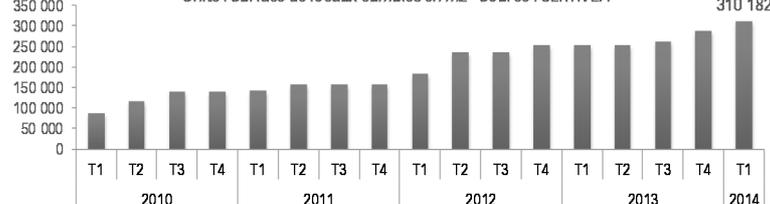
Progression des démarches QEB (Qualité Environnementale des Bâtiments), 43 opérations, représentant 310 182 m<sup>2</sup> cumulés au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, soit +8% par rapport au trimestre précédent.

Cette certification permet de distinguer les bâtiments tertiaires sur leur niveau de performances environnementales et énergétiques.



### Bâtiments tertiaires engagés dans une démarche QEB en Rhône-Alpes

Unité : Surface de locaux cumulés en m<sup>2</sup> - Source : CERTIVEA



Note : les surfaces sont depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 mesurées en « Surface plancher » en remplacement de la notion de SHON. La « Surface plancher » est souvent inférieure de 5% à 15% à la SHON.

### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

Selon l'enquête « Consommation énergétique : Analyse des pratiques des occupants et des gestionnaires de bâtiments éco-construits et éco-rénovés en Rhône-Alpes » réalisée par la CERA en janvier 2013 : ce sont dans les locaux tertiaires éco-rénovés ou éco-construits que les occupants adaptent le plus leurs pratiques par rapport au bâtiment précédent. Aussi, l'objectif de consommation énergétique (déterminé en phase de conception) est mieux atteint dans les locaux tertiaires que dans les logements.

?



CONJONCTURE

## 49 972 établissements Bâtiment en Rhône-Alpes (Source : SIRENE 01/01/13)

BÂTIMENT

### Emplois salariés dans la Construction (Bât. + TP)

A la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (évol 1 an) - Source : INSEE

### Intérimaires Bâtiment

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (évol 1 an) - Source : DARES

### Demandeurs d'emplois BTP (cat. A)

A fin décembre 2013 (évol 1 an) - Source : DRTEFP

### RHÔNE-ALPES

153 493 sal. -1,1% ▼

10 558 ETP +0,8% =

27 624 DEFM +4,4% ▲

### FRANCE

1 392 300 sal. -1,8% ▼

96 157 ETP +0,7% =

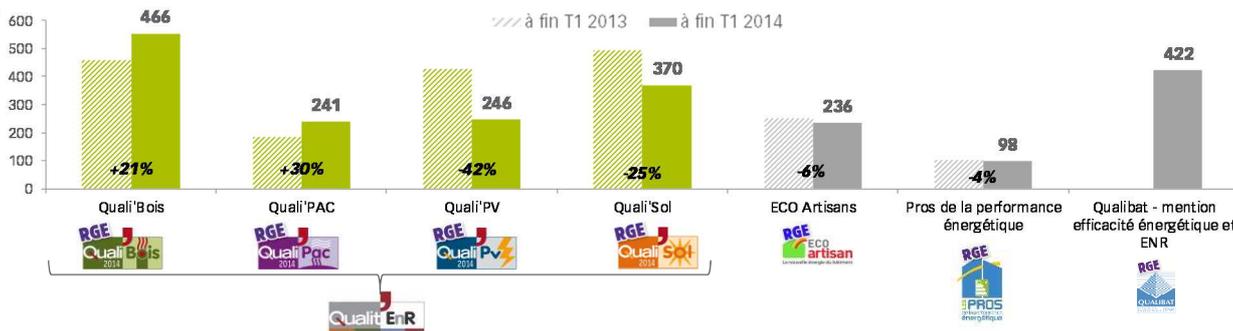
321 090 DEFM +6,4% ▲

## La filière se prépare aux nouvelles réglementations

2 197 signes de reconnaissance RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) recensés à fin mars 2014 en Rhône-Alpes

# RGE

Evolution des principaux signes RGE à la fin du T1 2014 (évolution 1 an)  
Unité : nombre de signes recensés - Sources (CAPEB, FFB, Quali'EnR, Qualibat)



Par ailleurs, d'autres signes RGE sont enregistrés en Rhône-Alpes : 24 Qualifelec – installation électrique mention SPV (photovoltaïque), 1 Qualifelec – installation électrique mention économie d'énergie, aucun Qualifelec chauffage ventilation climatisation mention économie d'énergie, 3 NF et NFHQE Maison rénovée et 2 Certibat mention rénovation énergétique

Note : le nombre de signes est différent du nombre d'entreprises qualifiées, en effet une seule entreprise peut avoir plusieurs signes de reconnaissance. Depuis le 01/01/2014, les marques ECO artisans et Pros de la perf intègrent la nomenclature Qualibat (évolution Qualibat à considérer avec précaution)



10 055 stages de formation FEEBat (Formation aux Economies d'Energie dans le Bâtiment – entreprises et artisans) enregistrés à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, depuis le début du dispositif en 2008 auprès des organismes IFBTPRA, BTP Loire et AFABRA (hors AFPA).

ADAPTATION

STRUCTURE

## 10,4% des architectes français en Rhône-Alpes (Source : Ordre des architectes)

MAÎTRISE D'ŒUVRE

3 088 architectes et 1 025 sociétés d'architectes inscrits au tableau de l'Ordre fin 2013 en Rhône-Alpes

213 bureaux d'études adhérents au CINOV début mars 2014 en Rhône-Alpes

## Les bureaux d'études anticipent d'éventuelles réglementations



25 stagiaires professionnels de la maîtrise d'œuvre formés FEEBat (Formation aux Economies d'Energie dans le Bâtiment - Maîtrise d'Œuvre), depuis la mise en place du dispositif en 2012 jusqu'à fin mars 2014



2 bureaux d'études thermiques certifiés à fin janvier 2014, soit 1 de plus qu'en 2013. Certivéa valorise l'organisation du bureau d'études, la qualité de ses études et la qualité des services associés



134 qualifications QEB (Qualité Environnementale des Bâtiments) de bureaux d'études à janvier 2014 (vs. 36 en janvier 2013). Ces dernières permettent la reconnaissance de la compétence et du professionnalisme du prestataire d'ingénierie



24 experts en rénovations énergétiques à octobre 2013, soit une évolution de -4% par rapport à novembre 2012. Cette certification reconnaît les compétences dans l'approche globale de travaux de rénovation énergétique



160 bureaux d'études qualifiés RGE à fin février 2014, signes de qualité délivrés aux professionnels réalisant des prestations intellectuelles pour la performance énergétique des bâtiments et des installations d'ENR

ADAPTATION



### CE QUE L'ON APPREND PAR AILLEURS :

L'évolution du cadre réglementaire avec la mise en application de l'éco-conditionnalité au 1er juillet 2014, conduit les professionnels à adapter leurs pratiques. A partir de cette date, seuls les entreprises et artisans titulaires de la mention « Reconnu Garant de l'Environnement » pourront réaliser des travaux financés par l'éco-prêt à taux zéro et par le CIDD (au 1er janvier 2015).

# AVEC LE CONCOURS...

des membres de la CERA :

Fédération Française du Bâtiment Rhône-Alpes  
Fédérations du Bâtiment et des Travaux Publics : Ain, Ardèche-Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
RHÔNE-ALPES

Région Lyonnaise  
FÉDÉRATION PROMOTEURS IMMOBILIERS

RHÔNE-ALPES AUVERGNE

CCI RHÔNE-ALPES

Fédération SCOP BTP  
RHÔNE-ALPES

SPRIR  
RHÔNE-ALPES

CIC Lyonnaise de Banque  
Parce que le monde bouge

FIBRA  
Fédération Forêt Bois  
Rhône-Alpes

UNION DES MAISONS FRANÇAISES  
Des constructeurs responsables

ARRA  
L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT  
Rhône-Alpes

Untec

INSEE  
Institut national de la statistique et des études économiques

BTP BANQUE  
GROUPE CREDIT COOPERATIF

unice unge

et de l'ADEME :

et des membres du GIE Réseau des CERC :

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

CAPEB  
L'Artisanat du Bâtiment

FFB  
FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT

LES TRAVAUX PUBLICS  
FÉDÉRATION NATIONALE

UNICEM

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. L122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L122-10 à L122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

## CELLULE ÉCONOMIQUE RHÔNE-ALPES

tél. : 04 72 61 06 30 | fax : 04 78 14 57 08 | e-mail : [cera@cera-btp.fr](mailto:cera@cera-btp.fr)  
site régional : [www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr](http://www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr) | site national : [www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com)